

## Comprendre le capitalisme

### Comment le mauvais usage de concepts clés nous empêche de comprendre les économies modernes

Geoffrey HODGSON

**De nos jours, le capitalisme est l'un des concepts les plus utilisés en sciences humaines et sociales, mais également l'un des plus mal compris. Loin des perspectives que biaisent les opinions politiques, Geoffrey M. Hodgson propose d'analyser le capitalisme par le prisme du droit.**

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la productivité économique connut un essor sans précédent. Dans les années 1800, le PIB par habitant commença à augmenter de manière significative en Europe. Cette progression se poursuivit par la suite, de sorte qu'en 2003, le PIB par habitant en Europe de l'ouest était environ vingt fois supérieur à celui de 1700. De même, le PIB mondial par habitant était onze fois supérieur à celui de 1700. Pour la seule période de 1870 à 2003 aux États-Unis, le PIB par habitant avait été multiplié par douze<sup>1</sup>.

Grâce aux évolutions technologiques dans le domaine médical et à l'amélioration du niveau de vie moyen, l'espérance de vie mondiale passa de 30 ans en 1800 à 67 ans en 2000, voire à 75 ans dans plusieurs pays développés. En parallèle, la croissance mondiale depuis 1700 continue d'élargir le fossé entre nations riches et nations pauvres.

Si nous appelons « capitalisme » ce système économique qui prit son essor au XVIII<sup>e</sup> siècle et entraîna une telle intensification de la productivité, c'est notamment parce que celui-ci dépendait d'évolutions dans le domaine financier, ainsi que des emprunts et des investissements effectués à partir d'un capital financier.

D'après de nombreux analystes, la technologie est à l'origine de ces changements qui entraînèrent une explosion sans précédent de la production, de l'innovation et de la durée de vie humaine. Il va de soi que la technologie est une condition nécessaire au progrès dans de nombreux domaines, et que les nouvelles technologies, de la machine à vapeur à l'électronique moderne, contribuèrent grandement à une augmentation de la productivité à bien des niveaux. Mais il faut également s'interroger sur les conditions qui permirent l'évolution et la diffusion de ces nouvelles technologies.

Le droit de propriété était un facteur de motivation nécessaire, et la finance permettait l'acquisition de matériaux et de main d'œuvre. Il y avait également besoin de communautés et de réseaux où les scientifiques et les ingénieurs pouvaient développer des idées, les examiner

---

<sup>1</sup> Cet article se base sur le nouveau livre de l'auteur intitulé *Conceptualizing Capitalism: Institutions, Evolution, Future* (University of Chicago Press, à paraître 2015). En 2014, cet ouvrage a gagné le prix Schumpeter, décerné par l'association internationale Joseph A. Schumpeter.

en détail et les partager avec leurs pairs. Ces communautés avaient quant à elles besoin d'un climat politique qui autorisait une recherche relativement libre et ouverte, et ne cherchait pas à censurer les nombreuses publications scientifiques qui en résultaient. La question des conditions nécessaires au progrès nous ramène donc à celle du rôle des institutions. Technologie et institutions participèrent de cette explosion de la croissance, de même que les idées qui émergèrent puis se développèrent à l'époque de ces grands changements.

Il s'agit d'identifier les institutions clés qui se développèrent au XVIIIe siècle et qui entraînèrent un tel gain de productivité. En d'autres termes, si cette nouvelle ère se nomme « capitalisme », il s'agit de s'interroger sur la définition de ce terme.

### **Réévaluer les définitions traditionnelles du capitalisme**

Plusieurs dictionnaires définissent simplement le capitalisme comme un système qui met en jeu marchés et propriété privée. Or ces institutions existent depuis des millénaires. Des échanges commerciaux avaient déjà lieu entre tribus il y a des dizaines de milliers d'années. La propriété privée prit véritablement forme lorsque le système juridique des premières civilisations codifia les droits de propriété individuelle et les contrats. Les marchés, au sens précis d'un espace public où les biens ou les services sont échangés de manière récurrente, datent quant à eux du VIe siècle avant J.-C, en Grèce et au Moyen-Orient (d'après la Bible et Hérodote). Un de mes anciens étudiants chinois (Xueqi Zhang) a par ailleurs fait remonter l'existence de marchés organisés en Chine à 3000 ans avant J.-C.

Ainsi, si l'on définit simplement le capitalisme en termes de propriété privée et de marchés, et même si l'on s'en tient à une définition stricte de ces termes, c'est-à-dire que la propriété privée implique non seulement l'acte de possession, mais aussi un véritable cadre juridique, et que les marchés sont non seulement un exemple de commerce, mais aussi des forums d'échange organisés, alors le capitalisme existerait depuis presque cinq mille ans et aurait été bien établi en Grèce, à Rome et en Chine pendant l'antiquité. Il faut donc ajouter certains éléments à la définition du capitalisme pour qu'elle corresponde plus précisément au système dont l'émergence date du XVIIIe siècle.

Mais soulignons dès à présent les problèmes terminologiques qui brouillent toute compréhension du capitalisme. En effet, les termes de base comme *propriété* et *marché* sont à utiliser avec prudence. De nombreux économistes, y compris Karl Marx, opposant au capitalisme, et Ludwig von Mises, défenseur du système, définissent simplement la propriété en termes d'utilisation ou de contrôle d'un bien, sans prendre en compte la question du cadre juridique qui officialise la possession. D'autres chercheurs comme Ronald Coase et Douglass North, lauréats du prix Nobel d'économie, parlent de « marchés des idées » ou de « marchés politiques », sans préciser que ce qu'ils appellent marchés n'impliquent cette fois aucun échange de biens ou de propriétés. Ainsi, l'emploi abusif de termes de base vient brouiller notre compréhension de la question, et il faut dès lors proposer des définitions plus précises.

En ce qui concerne les critères institutionnels nécessaires à la définition du capitalisme, Marx considère par exemple le contrat de travail. Dans le premier volume du *Capital*, il situe l'émergence du travail salarié et de l'emploi en Angleterre au XVIe siècle, même si le fait d'employer des travailleurs agricoles était déjà bien établi deux siècles plus tôt dans le pays. Mais aucune de ces deux interprétations ne date du XVIIe siècle, période précédant l'essor du capitalisme. Si la généralisation du travail salarié est une caractéristique

distinctive et bien connue du capitalisme, la diffusion de cette pratique est trop ancienne pour expliquer l'explosion de la productivité à l'époque de la révolution industrielle.

D'après Daron Acemoglu, Douglass North, Mancur Olson, Barry Weingast et d'autres économistes institutionnels de la même époque, le capitalisme dépendrait de l'« assurance des droits de propriété », et son essor aurait donc débuté par leur inscription dans les accords politiques qui suivirent la fin de la Glorieuse Révolution d'Angleterre, en 1688. Mais il s'avère que les droits de propriété étaient en fait relativement assurés en Angleterre depuis le XIIIe siècle, grâce à l'émergence d'un système juridique sophistiqué suite aux réformes d'Henry II. Si certains rois anglais continuèrent à réquisitionner des terres, à ne pas rembourser leurs dettes ou à ne pas honorer leurs contrats, il s'agissait finalement d'événements relativement isolés.

Avant 1688, ce n'était pas l'absence de droits de propriété (*property rights*) qui constituait l'obstacle principal à l'essor du capitalisme en Angleterre, mais la nature féodale d'un système étendu et bien établi de droits des propriétaires (*ownership rights*), qui bénéficiait du soutien de groupes d'intérêts puissants. De complexes obligations féodales rendaient donc difficile la commercialisation des terres et d'autres propriétés. Il fallut beaucoup de temps pour les faire tomber ; un processus de réforme entamé avant 1688 se poursuivit longtemps après la Révolution, et s'intensifia clairement à partir de 1750. Une analyse plus précise de l'histoire anglaise vient donc invalider l'argument basé sur les droits de propriété datant de 1688.

Joseph Schumpeter avance un argument différent. Dans une note de bas de page de son *Histoire de l'Analyse Economique*, il explique que compte tenu de l'importance de la composante financière de la production et du commerce capitaliste, c'est peut être l'évolution du droit, l'utilisation de titres négociables et la création de dépôts bancaires qui offrent le meilleur indice de la date d'émergence du capitalisme. Ainsi pour Schumpeter, le développement d'un système financier est un facteur essentiel de l'avènement du système capitaliste à proprement parler. Il se concentre même plus précisément sur l'émergence d'un système bancaire qui inclut les effets de commerce ainsi que l'achat et la vente de dettes.

Henry Dunning MacLeod, économiste britannique peu connu, remarque dans ses *Principes de Philosophie Economique* (1872) que le fait que la dette est un bien et qu'elle peut se vendre est sans doute la découverte qui a le plus d'influence sur l'évolution de la race humaine.

On en arrive donc à s'interroger sur les changements institutionnels qui permirent l'achat et la vente de dettes. Cette dernière idée était à l'origine un véritable anathème, puisque la dette n'est ni un bien ni un service, mais une promesse. L'échange de billets à ordre impliquait donc l'achat d'une promesse, ce qui n'était pas reconnu juridiquement comme un contrat ; en d'autres termes, l'acheteur d'une dette ne pouvait pas légalement attester du transfert de l'obligation à son nom. Il fallut transformer la loi sur le sujet de manière significative pour rendre ces échanges possibles.

Au XVIIIe siècle, suite à l'échec des tribunaux de droit commun au sujet de la négociabilité de la dette, les hommes d'affaires du pays demandèrent au Parlement de mettre en place une législation plus robuste. En 1704, pendant le règne de la Reine Anne, le

Parlement ratifia une loi sur les billets à ordre et les lettres de change<sup>2</sup>. La législation continua à évoluer, notamment grâce à une autre loi votée en 1758, dans le but de renforcer la négociabilité de la dette dans le pays. Une fois cette mission accomplie, le génie financier du capitalisme était bel et bien sorti de sa lampe.

Ces évolutions du XVIIIe siècle participent de ce que des historiens comme Peter Dickson, Stephen Epstein, Henry Roseveare ou encore Carl Wennerlind appellent la « révolution financière », qui eut lieu dans les décennies suivant les nouveaux accords politiques de 1688. Elle fut en partie initiée par l'état, qui avait besoin du système bancaire privé pour financer la guerre de Neuf Ans (1688-97) et la guerre de Succession d'Espagne (1701-13). Pendant cette période, on réforma l'administration d'état, principalement dans le but de répondre aux exigences de l'état de guerre. Les réformes financières se poursuivirent pendant une bonne partie du XVIIIe, préparant ainsi le terrain pour la révolution industrielle à venir.

### **Ré-affirmer le rôle des institutions financières**

Dans mon ouvrage *Conceptualizing Capitalism*, je propose une définition du capitalisme qui inclut la propriété privée, la généralisation des marchés et des contrats de travail, et l'existence d'institutions financières bien développées. Ces dernières font partie de la définition pour les raisons citées précédemment, c'est-à-dire parce que le capitalisme est avant tout un système basé sur la finance. C'est pourquoi le développement d'institutions financières joua un rôle essentiel dans son émergence puis dans son essor.

J'ai inclus la généralisation des contrats de travail dans ma définition non parce qu'elle aurait marqué, comme le supposait à tort Marx, le début du capitalisme, mais parce que l'éventualité de son remplacement prochain par une généralisation du travail indépendant ou des coopératives de travail associé viendrait alors transformer le système de manière significative.

Je ne suis certes pas le seul à affirmer que c'est l'émergence d'institutions financières sophistiquées qui marque l'avènement du capitalisme, mais on peut tout de même se demander pourquoi tant d'économistes et d'historiens, Marx y compris, ont choisi de minimiser l'importance de ces évolutions essentielles.

La réponse à cette question tient en grande partie aux métaphores utilisées par les économistes et autres chercheurs dans le cadrage de leurs concepts de base et de leur analyse des éléments clés du système. C'est notamment le cas dans *la Richesse des Nations* (1776), célèbre ouvrage d'Adam Smith. S'inspirant d'avancées en astronomie et en physique, l'auteur y emploie en effet toute une série de métaphores mécaniques et physiques. Dans le monde des affaires, le terme « capital » est certes parfois utilisé pour parler d'argent que l'on possède ou que l'on a investi, ou de valeur financière d'autres actifs inscrits au compte d'un individu ou d'une entreprise. Mais c'est Smith qui le premier utilise le terme « capital » pour faire référence non à l'argent ou à la valeur financière d'actifs, mais bel et bien aux actifs eux-mêmes. Le capital n'est dès lors plus seulement un actif financier, mais aussi et surtout une force physique, voire une chose, incluant dans sa définition machines et main d'œuvre. Ce changement de sens a envahi tout le domaine de l'économie, ainsi que celui de la sociologie,

---

<sup>2</sup> « Act for giving like Remedy upon Promissory Notes, as is now used upon Bills of Exchange, and for the better Payment of Inland Bills of Exchange ».

où l'on parle ainsi de « capital social ». Or le « capital social » n'est pas quelque chose que l'on peut véritablement posséder, évaluer, vendre, ou utiliser comme garantie ; c'est donc un usage qui n'a pas grand chose à voir avec l'usage principal du terme « capital », qui fait alors référence à de l'argent ou à la valeur financière d'actifs.

Presque aucun des commentateurs du grand *Capital au XXIe siècle* de Thomas Piketty n'a d'ailleurs remarqué que l'auteur abandonne toutes ces évolutions secondaires du terme « capital » pour ne l'employer que pour parler d'argent ou d'actifs monnayables. Sur cette base, on voit bien qu'une distribution très inégale d'actifs mobilisables est un des facteurs principaux de l'aggravation des inégalités dans le système capitaliste.

Les économistes et autres chercheurs en sciences sociales comprennent souvent la propriété comme une chose, plutôt que comme le droit inscrit dans la loi de posséder cette chose. Marx n'a jamais voulu insister sur le rôle essentiel du système juridique parce qu'il considérait que ce dernier ne faisait pas partie de la « structure économique », qui était pour lui le fondement essentiel du capitalisme, mais de ce qu'il appelait la « superstructure ». Mais aucun de ces termes n'est jamais clairement défini dans ses ouvrages, et il semble que sa mise entre parenthèse des aspects juridiques de la question soit due au moins en partie à une métaphore architecturale et physique.

D'autres chercheurs en sciences sociales minimisent le rôle du système juridique parce qu'ils veulent pouvoir appliquer des catégories comme la propriété ou les échanges à tous les êtres humains depuis l'émergence de l'espèce. Ils présentent donc à tort la coutume comme équivalente au droit, même en cas d'absence de système juridique ou d'appareil législatif, et définissent la propriété principalement en termes de possession ou de contrôle. Et si l'analyse économique de ce qu'on a à tort appelé des « droits de propriété » peut permettre d'éclairer la manière dont les gens contrôlent des actifs en l'absence d'un système juridique solide, elle ne suffit pas à comprendre les mécanismes d'autorité, de légitimation et de contrôle juridique en jeu dans les économies mondiales modernes, prises dans toute leur complexité.

Ainsi, pour comprendre le système moderne appelé « capitalisme », il faut adopter une nouvelle approche, qui diffère de la majorité des analyses proposées en économie, en sociologie et en théorie marxiste. Il faut abandonner les métaphores physiques basées sur des images d'entités et de forces, et présenter l'économie comme un système de traitement de l'information en perpétuelle évolution, impliquant la création, l'attribution et l'échange de droits juridiques appliqués à différents types d'actifs. Comme cette analyse se concentre sur des institutions historiquement marquées comme le droit, la propriété et la finance, elle ne cherche pas à traiter de tous les types de systèmes économiques possibles. Mais cette perspective historique est moins une faiblesse qu'une force pour la théorie, qui gagne ainsi en pouvoir explicatif.

Marx a certes déjà proposé une analyse historiquement marquée du capitalisme, mais c'était une analyse fautive qui s'appuyait sur des métaphores physiques sans prendre en compte le fondement juridique du système. De même, la majorité des chercheurs en économie et en sociologie traditionnelle minimisent non seulement le rôle du droit, mais cherchent également à fournir des analyses universellement valables au lieu de se concentrer sur un moment historique donné.

## **« L'institutionnalisme juridique » et l'émergence de l'économie moderne**

J'appelle « institutionnalisme juridique » cette nouvelle approche du capitalisme, qui donne un rôle central aux institutions et relations juridiques, en tant que source essentielle du pouvoir dans les sociétés modernes. Elle s'inspire notamment de Marx en ce qui concerne la spécificité historique, de Schumpeter en ce qui concerne le rôle central de la finance, de Friedrich Hayek pour l'analyse des marchés en termes de systèmes de traitement de l'information, et de John R. Commons, chercheur américain en droit constitutionnel, pour le rôle fondamental et fondateur du droit.

L'institutionnalisme juridique est moins normatif qu'analytique, mais il vient néanmoins éclairer certains choix politiques spécifiques. Tout d'abord, dans la mesure où dans les économies mondiales modernes, l'information se trouve partout, sous des formes diverses, il est impossible de fonctionner sans les marchés, de sorte qu'il faut exclure d'emblée la vision socialiste classique d'une planification collective à grande échelle. Il existe d'autres options post-capitalistes, comme la substitution de la relation employeur-employé par le travail indépendant ou les coopératives de travail associé.

Deuxièmement, l'insistance sur le fondement juridique d'institutions capitalistes de base en matière de propriété, de contrats, d'entreprises et de finance, suggère qu'il est important que de mettre en place des institutions juridiques efficaces et relativement protégées de la corruption dans les pays en développement. Si toute loi repose en partie sur la coutume et sur le respect de l'autorité, on ne peut en aucun cas attendre de ces arrangements qu'ils évoluent de manière spontanée, sans l'intervention de l'appareil d'état. Il n'y a pour cela aucun précédent historique dans les économies mondiales modernes et complexes.

Troisièmement, dans la mesure où l'abolition de l'esclavage et l'adoption du contrat de travail excluent la possibilité d'un marché à terme total de la main d'œuvre, il existe forcément des défaillances de marché dans le système capitaliste. Selon la théorie de l'équilibre général, dans le cas de défaillances, l'équilibre de marché se situe sous l'optimum de Pareto. De plus, dans ce cas, l'ouverture de nouveaux marchés risque de faire empirer la situation.

Enfin, c'est bien le fait qu'une minorité de la population possède la plus grande partie des actifs mobilisables qui constitue le facteur principal d'aggravation des inégalités de salaire et de richesse. Contrairement aux propriétaires de main d'œuvre, les propriétaires de biens du capital et d'actifs financiers peuvent se servir de leur patrimoine pour emprunter plus d'argent, de manière à en gagner encore plus. C'est pourquoi la mise en place de mesures pour lutter contre l'inégalité doit être une priorité absolue.

Opposants et critiques du capitalisme ont tendance à oublier que celui-ci ne peut en principe pas fonctionner à 100 pourcents grâce aux marchés, même si c'est là son intention première. En refusant l'esclavage et en développant le travail salarié, le capitalisme a fondamentalement limité la portée des marchés, en empêchant la création d'un marché à terme total de la main d'œuvre. Ainsi, par définition, le capitalisme implique une limitation de la portée des marchés et des échanges de marchandises.

C'est grâce aux idées des Lumières sur la liberté individuelle et l'égalité juridique que le capitalisme a pu voir le jour. Or il est juste que nous ne soyons pas libres de réduire les autres en esclavage, de vendre des esclaves, ou de devenir nous-mêmes esclaves. La loi nous

autorise tous à utiliser notre patrimoine pour produire plus de richesses. Mais le propriétaire de main d'œuvre est doublement désavantagé par rapport au propriétaire d'autres types d'actifs. En raison de l'interdiction de l'esclavage, l'individu ne peut pas servir de garantie à un prêt, ou se désolidariser de sa propre main d'œuvre. Ce sont là des limitations fondamentales que la définition même du capitalisme impose aux principes des Lumières de liberté et d'égalité.

Traduit de l'anglais par Émilie L'Hôte.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 16 février 2016

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)